

Déclaration TVA mensuelle à partir du 1^{er} octobre

Alain Zenner, Commissaire du Gouvernement adjoint au Ministère des Finances, l'avait annoncé dans son plan d'action pour lutter contre la grande fraude fiscale (voir l'interview parue dans notre mensuel de février 2001, p.6) : le dépôt de la déclaration TVA mensuelle - au lieu de trimestrielle - devient obligatoire pour les opérateurs dont l'activité ou l'une des activités principales portent sur le négoce des huiles minérales.

Sont concernés par cette mesure les assujettis actifs dans le secteur des huiles minérales, autrement dit ceux dont les entreprises relèvent du code NACE 52.481 (commerce de détails de combustibles solides et liquides). Pour les entreprises existantes, c'est-à-dire déjà immatriculées auprès de la TVA, cette mesure entre en application au 1^{er} octobre 2001.

Pour les nouvelles entreprises, la déclaration TVA mensuelle est devenue obligatoire dès le 1^{er} juillet 2001. Sont par contre exempts de cette obligation ceux qui effectuent le commerce de combustibles liquides à titre accessoire - c'est-à-dire à côté d'une autre activité qui est plus importante - et à condition que le fruit de cette activité soit inférieur à 1 million BEF (25.000 EUR).

Discernement pour les solides

Les distributeurs concernés par la déclaration mensuelle - soit pratiquement tous ! - ont été (ou seront) avertis par le contrôleur de leur région. Ce dernier devait leur fournir toutes les informations nécessaires et vérifier avec eux l'opportunité de les exempter de cette mesure s'ils revendent exclusivement des combustibles solides. Bien que relevant du même code NACE, les négociants en

combustibles solides ne peuvent, en toute logique, être considérés comme « effectuant des livraisons d'huiles minérales ». L'administration des Finances nous a promis d'agir avec discernement, étudiant les situations de chaque entreprise au cas par cas. Tous les professionnels de notre secteur devaient donc être avertis officiellement par circulaire, dans le courant de ce mois de septembre, question de pouvoir adapter leur comptabilité.

Pourquoi passer à la déclaration TVA mensuelle ? *Pour permettre à l'administration de réagir rapidement en cas de soupçon de fraude*, explique Frank Philipsen, chef de cabinet adjoint au Commissariat. *Plus le délai du dépôt de la déclaration est court, plus rapide sera le temps de réaction de l'administration. Il s'agit de mieux cibler et d'agir pro-activement contre les mécanismes qui touchent de près ou de loin à la fraude fiscale organisée dans le secteur des huiles minérales : carrousel à la TVA,...*

Concrètement, si vous êtes déjà assujettis à la TVA, votre dernière déclaration trimestrielle portait sur les mois de juillet, août et septembre (c'est-à-dire le troisième trimestre). Votre première déclaration mensuelle portera quant à

elle sur le mois d'octobre et sera à remettre avant le 20 novembre. Le délai prévu par le Code de la TVA étant le 20^e jour du mois suivant la période concernée. Vous devez donc prendre les mesures nécessaires avec votre comptable pour pouvoir déposer votre première déclaration avant cette date. Attention, ceux qui ne s'y conformeraient pas verraient leur déclaration rejetée par le système informatique du Ministère des Finances, étant donné qu'ils sont désormais tous répertoriés comme assujettis mensuels à partir du 1^{er} octobre. Toute déclaration trimestrielle déposée pour une période postérieure au 1^{er} octobre sera donc d'office refusée.

Un arrêté définitif

Si, pour reprendre l'expression consacrée, cette mesure vise bien à « évaluer » le fonctionnement des entreprises actives dans le secteur des huiles minérales, le principe de la déclaration TVA mensuelle revêt néanmoins un caractère définitif. Pas question donc de revenir à une déclaration trimestrielle après cette période d'évaluation... Le représentant du Commissariat rappelle d'ailleurs fort à propos que l'arrêté relatif à cette obligation est conforme aux dispositions européennes. Ce ne serait qu'un juste

retour des choses, la déclaration trimestrielle n'étant en fait elle-même qu'une dérogation au principe de la déclaration mensuelle pour les assujettis ayant un chiffre d'affaires annuel inférieur à 20 millions BEF. Oui mais voilà, pour les raisons énoncées plus haut, nous sommes actuellement les seuls concernés par l'obligation de déclaration mensuelle...

Le Commissariat du Gouvernement en charge de la lutte contre la grande fraude fiscale est aussi en charge de la simplification des procédures fiscales. Nous lui avons donc posé la question de savoir si, précisément dans un souci de simplification, il ne serait pas possible de joindre la déclaration TVA (ou plutôt les 12 déclarations annuelles) à celle du revenu. Actuellement, ces deux déclarations sont à envoyer à deux départements différents du Ministère des Finances. *On ne fusionnera pas les formulaires de ces deux*

déclarations, car il s'agit d'impôts totalement différents, répond Frank Philipsen. Quasiment tous nos assujettis disposent actuellement d'une comptabilité informatique et/ou font appel à des experts comptables. En outre, la clôture mensuelle existe déjà dans pas mal d'entreprises. Notons encore que si l'on prend de telles mesures, ce n'est pas simplement pour faire rentrer de l'argent dans le Trésor mais bien pour contrecarrer l'action de ceux qui, en ne respectant pas leurs obligations fiscales, créent des distorsions de concurrence au détriment des opérateurs honnêtes.

Bientôt la déclaration TVA électronique

Le dossier est en bonne voie. *Plusieurs mesures législatives en la matière sont en cours de concrétisation. On devrait justement commencer avec la déclaration TVA... et ce dès le quatrième trimestre de cette année. Après, ce sera également possible*

pour les autres déclarations fiscales... Cette déclaration TVA par internet sera dans un premier temps réservée aux professionnels dont les experts-comptables et les conseillers fiscaux. Des conventions ont été conclues entre le fisc et ces utilisateurs professionnels afin d'exempter ces derniers du recours à la signature électronique, normalement nécessaire pour une déclaration via Internet.

Pour tout enquêteur fiscal, judiciaire ou policier, le plus grand défi est de retracer les mécanismes de fraude, de préférence avant qu'ils ne puissent nuire, conclut Frank Philipsen. Il y a maintenant un certain temps que nous nous intéressons aux fraudes via des mécanismes de carrousels, notamment dans le domaine des huiles minérales. Nous commençons à acquérir une certaine expérience en la matière pour nous rendre compte que ce qui est sur papier ne correspond pas toujours à la réalité.

Contrôle systématique in-situ...

La déclaration TVA mensuelle n'est qu'une mesure parmi d'autres pour lutter contre la fraude dans le secteur des huiles minérales. Les autres sont en cours d'élaboration. Le contrôle systématique in-situ, toutefois, est quant à lui déjà d'application. Il s'agit d'un contrôle approfondi en début d'activité ainsi que lors du dépôt de la première déclaration TVA. Cette visite doit permettre de vérifier la vraisemblance des déclarations afin de constater la réalité de l'activité exercée.

et aux frontières...

Selon Frank Philipsen, il est de notoriété publique, dans le secteur, qu'une certaine fraude « pourrait » venir des Pays-Bas. C'est la raison pour laquelle des organes de contrôles transfrontaliers sont en cours de constitution avec les autorités néerlandaises, la police maritime, les responsables des écluses...